

chargés de l'application de la loi *BRüG* (voir ce nom). Les *WGA* émettent un " avis administratif " (*Bescheid*) sur l'indemnisation. Puis le dossier est transmis à l'*OFD* du Land de Berlin (la juridiction compétente pour les Juifs de l'étranger) qui décide, en tant qu'institution représentant le ministère fédéral des Finances auprès du Sénat de Berlin, du versement d'une somme d'argent.

## **Collaborateurs ayant participé aux travaux de recherche de la mission**

---

Mme AARON Nathalie

Mme ABALLEA Catherine

Melle AFOUMADO Diane

M. ARAMENDI Thomas

Melle AVENEL Sandrine

Melle AZOULAY Floriane

M. BACHIR-BEY Moussa

M. BAGNAUD Cyril

M. BARAZZA

M. BARBIER SAINTE MARIE Sylvain

M. BASTIDE Eddy

Melle de BASTIER Muriel

M. BAURY Ghislain

M. BAYNAUD

Melle BECKER Uta

M. BENICHOU Roger

M. BERTHELET Franck

M. BEUCHER Stéphane

M. BIARNAIS Luc-André

M. BOTTON Eric

Mme BOUDER Isabelle

M. BOULAY Frédéric

M. BOUVET Jacques

M. BOUVET Jean-Marc

Melle BRENNER Carine

M. CAMBERLIN Stéphane

Melle CANCEL Stéphanie

M. CARDON Fabrice

M. CARIGUEL Olivier

M. CASADEBAIG Fabrice

M. CASTEL Benoît

M. CEIGNOU Johann

Mme CERCUS Catherine

M. CHAMBON Olivier

M. CHARRON-MURAT David

Mme COLLARD Denise

M. COULIBALY Shalem

Melle CUSIMANO Rita

M. CUYEU Thomas

Melle DAHAN Nathalie

M. DAILLY Olivier

M. DAM Sachak

M. DAUGUET Gilles

M. DECOCQ Richard

M. DESTREMAU Frédéric

Melle DEVINEAU Marie-Madeleine

Melle DI CASTRO Ariela

M. DREYFUS Jean-Marc

M. DUBOIS Christophe

M. DUBUISSON Remi

Mme DUNN-VATURI Anne-Elizabeth

Melle ETIENNE Sonia

M. FLONNEAU

M. GERMAIN

M. GIGNOU Johann

M. GIRARD-CLAUDON Raphaël

M. GOGUELAT Arnaud

Melle GOMOLINSKI Olivia

M. HAMACHE Magy-Paul

M. HARSCOUËT de SAINT GEORGES Paul

M. HAUCHECORNE Yves

M. HEDDE Mathieu

Melle HUBERT Marie-Christine

M. HUWART Olivier

Melle IGUAZZI

M. JAFFRES Erwan

M. JANER Thomas

M. JANNOT Jacky

M. JOUANIC Romain

M. KLEINMANN

M. LEBRETON Sylvain

M. LEMERCIER Sébastien

Melle LACLAU Delphine

M. LALIEU Olivier

Melle LANIESSE Cécile

M. LAUNAY Fabrice

M. LAZERGES Alexandre

M. LEVY

Melle LORNE Fleur-Hélène

Melle MARTINI Michèle

M. MASTRANGELO Jean-Gabriel

M. MASUREL Gabriel

M. MENET

Melle MENET Séverine

Melle MICHEL Nathalie

Melle MILLASSEAU

Melle MOLHO Nora

M. MONTCHAUD Eric

Melle MORICE-MARTINEZ Elsa

Melle OLAFSDOTTIR Asdis

Melle OMNES Cécile

Melle PAILLAT Edith

Melle PEDURTHE Nathalie

Melle PELLETANCHE Valérie

M. PENDARIES Pierre

M. PLANES Florian

Melle PLYER Ségolène

Melle de PONCINS Blandine

M. PORTET Stéphane

Melle PRUNET Carine

Melle QUAFUR Isabel

Melle RAB Sylvie

Melle REIS-BORGES Hélia

M. RICHEZ Arnaud

Melle RIONNET

M. ROBBE-SAULE Jean-Philippe

M. ROPARS Glen

M. ROUILLIER Freddy

Mme SANCHEZ Murielle

M. SARR Babacar

Melle SARRADET

Melle SAUVETRE Florence

Mme SERVANT Hélène

Melle SEYEUX Claire

M. SIMON Yannick

M. SKOUTELSKY Rémi

Mme SPADA Cécilia

Melle TELLES Flavie

Melle THIERY Saoussen

Melle TILLOY Isabelle

M. TOMMERAY François

M. TRAN Nicolas

Melle TRETON Carole

Melle TROUVE Nadia

M. VAILLANT Christophe

Melle VALETTE Emilienne

Melle VALLIN Anne

Melle VANDENABEELE Christine

M. VELHAGEN Rudolf

M. VELLY Pierre

M. VERNY Benoît

M. VILLEMINOZ Jérôme

---

## NOTES

[1] Rapport du 29 décembre 1944, AJ 38/3623.

[2] Jean Mattéoli, ancien déporté pour faits de Résistance, préside la fondation qui a pour objet la mémoire de la Résistance.

[3] Alain Juppé, lettre de mission du 5 février 1997. Annexe. Par arrêté du 25 mars 1997 publié au *Journal Officiel* du 26, le groupe comprenait M. Adolphe Steg, vice-président, MM. Jean Favier, Jean Kahn, Serge Klarsfeld, Alain Pierret et Mme Annette Wieviorka. M. François Furet, qui en faisait également partie, est décédé le 12 juillet 1997. Par arrêté du 23 mars 1998, Mme Claire Andrieu et M. Antoine Prost étaient nommés membre de la Mission. Un conservateur du patrimoine, Caroline Piketty, a été associé à ces travaux.

[4] Dans les papiers qu'il a produit, le service est appelé indifféremment Service de ou des restitution (s).

[5] Voir en annexe la liste des rapports.

[6] Voir texte d'A.D.

[7] *Journal officiel* du 26 mai 1998.

[8] C'est par ce terme générique qu'Henri Frenay, ministre des Prisonniers, Déportés et Réfugiés, désigne ceux qui se trouvent hors du territoire : prisonniers de guerre, requis du service du travail obligatoire, déportés toutes catégories confondues.

[9] Rappelons que depuis 1872 les recensements ne mentionnent plus la religion des déclarants, ni aucun caractère "ethnique". Il n'y a pas, en droit français -en dehors de la période de Vichy- de définition de qui est juif. Dès lors, le nombre de Juifs vivant en France ne peut qu'être l'objet d'estimations.

[10] Jacques Adler, *Face à la persécution. Les organisations juives à Paris de 1940 à 1944*, Paris, 1985, p. 209. On notera que la plus grande partie des Juifs, à cette date, n'est plus légalement enregistrée.